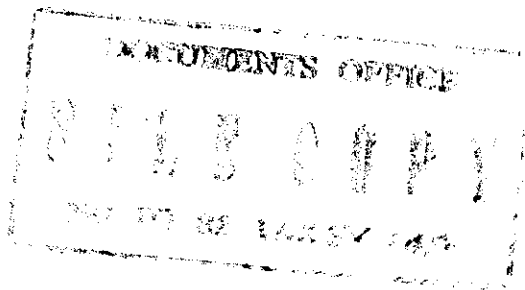




NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GÉNÉRALE

E/ECA/CM.12/25
7 avril 1986

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

66 & 0

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Septième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Yaoundé (République du Cameroun)
7 - 14 avril 1986

Point 9 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt et unième session de la Commission/
dixième réunion de la Conférence des
ministres

Yaoundé (République du Cameroun)
17 - 21 avril 1986

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORT BIENNAL CONSOLIDÉ SUR LES ACTIVITÉS DES INSTITUTIONS
REGIONALES ET SOUS-REGIONALES PARRAINÉES PAR LA CEA

1984-1985

* E/ECA/TPCW.7/1
E/ECA/CM.12/1

INTRODUCTION

Dans ses résolutions 409(XVI) et 451(XXII), la Conférence des ministres de la CEA demandait la préparation et la présentation, tous les deux ans, de rapports de synthèse relatifs aux activités et aux programmes de travail des institutions parrainées par la CEA. Afin de présenter les rapports biennaux de façon systématique, il a été décidé d'établir des rapports de synthèse distincts portant, d'une part, sur les activités et, d'autre part, sur les programmes de travail des institutions parrainées par la CEA. Les rapports biennaux de synthèse sur les activités devront refléter les activités menées au cours de la période biennale précédant les réunions particulières de la Conférence des ministres de la CEA auxquelles ils sont présentés alors que les rapports de synthèse sur les programmes de travail devront porter sur les programmes de travail de la période biennale suivant les réunions particulières de la Conférence des ministres de la CEA auxquelles ils sont présentés. Le rapport biennal de synthèse sur les activités des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA présenté ci-après portera donc sur les années 1984 et 1985.

PREMIERE PARTIE

1. Dans le chapitre du Plan d'action de Lagos consacré à la création d'institutions, on a reconnu le rôle important joué par les institutions multinationales dans le développement socio-économique de l'Afrique. Le morcellement du continent africain en de très nombreux Etats peu peuplés et incapables, dans la plupart des cas, à réaliser des économies d'échelle pour la valorisation des investissements dans les entreprises de production fait que le seul moyen d'assurer le développement socio-économique, voire la survie, réside dans la coopération économique autosuffisante. Cette constatation qui devait guider la CEA dès sa création a entraîné la création de la Banque africaine de développement (BAD), de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) dans les secteurs essentiels de la mobilisation des ressources et de la formation de la main-d'oeuvre en vue du développement et de la planification économique.
2. Depuis lors la CEA a, sur l'insistance des gouvernements africains, créé plus de 30 institutions intergouvernementales africaines dont les pays africains ont trouvé le fonctionnement trop coûteux dans des domaines aussi importants que le développement de la main-d'oeuvre, la formation en matière de gestion, le transport et les communications, la mise en valeur des ressources naturelles, le développement industriel et les questions financières et monétaires. Alors que dans certains milieux, on estimait que ces institutions étaient trop nombreuses pour les besoins de l'Afrique, la CEA a toujours soutenu qu'elles ne suffisaient pas pour faire face aux besoins d'un continent de 50 Etats. En fait, on pourrait trouver dans un seul pays d'Europe occidentale de taille moyenne beaucoup plus d'institutions spécialisées dans des domaines similaires ou différents fonctionnant de manière satisfaisante.
3. Ce point de vue devait être repris dans le rapport final (document E/ECA/CM.11/17/Add.1) du Comité spécial de 10 Etats membres créé par la Conférence des ministres, à sa neuvième réunion, dans le but d'évaluer les activités des institutions parrainées par la CEA et l'OUA et de formuler des propositions concernant leur harmonisation et la fusion de leurs activités et dans lequel il est dit que toutes les institutions "sans exception traitent de domaines dans lesquels l'Afrique connaît toujours de graves lacunes: formation de la main-d'oeuvre, information, moyens de recherche et prestation de services dans divers secteurs économiques et sociaux".
4. Pour ne parler que de deux de ces secteurs, plusieurs institutions parrainées par la CEA ont été actives en matière de formation de main-d'oeuvre et de mise en valeur des ressources naturelles.
5. Les deux institutions soeurs que sont le Centre régional de formation aux techniques de levés aériens (RECTAS) et le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection (RCSSMRS) ont, par exemple, assuré la formation technique de ressortissants de plus de 30 pays africains

dans les divers domaines spécialisés des levés, des cartes et de la télédétection, domaines essentiels à ces pays s'ils veulent établir leur souveraineté sur leurs ressources naturelles et les exploiter de façon rationnelle. La plupart des personnes formées par ces institutions détiennent actuellement d'importants postes de responsabilité dans leurs pays respectifs.

6. L'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), le Regional Institute for Population Studies (RIPS), l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD) et le Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (CAFRADES) ont également mené d'importantes activités de formation dans les domaines respectifs de la planification du développement économique, des études démographiques et de recherche appliquée et de formation en matière de développement social. L'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI) assure des cours de formation d'un très bon niveau en matière de gestion et a été reconnu comme un centre d'excellence non seulement en Afrique où il s'est vu confier un grand nombre d'importants projets de consultation mais également par la Banque mondiale qui a chargé à l'ESAMI d'assurer des services de formation en gestion à titre onéreux. L'ESAMI est en mesure de supporter 90 p. 100 de son budget de fonctionnement grâce à ses activités génératrices de recettes.

7. Sept institutions opèrent dans des domaines techniques relatifs à l'inventaire, à la mise en valeur et à l'exploitation des ressources naturelles. Le RECTAS, le RCSSMRS et l'Association africaine de cartographie (AAC) fournissent des services à leurs Etats membres dans les domaines des levés et des cartes. Le RCSSMRS, le Centre régional de télédétection (CRTD) et le Conseil régional africain de télédétection (CATD) se livrent à des activités de télédétection au moyen de la cartographie photographique utilisant des images de satellite et de la fourniture de ces images aux utilisateurs. Le RCSSMRS rend également des services précieux à ses Etats membres en réparant et en entretenant du matériel électronique et cartographique coûteux et sophistiqué à des tarifs bien inférieurs à ceux pratiqués sur le marché, évitant ainsi aux Etats membres de faire des dépenses inutiles pour remplacer leur vieux matériel. Le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ESAMRDC) et le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique du Centre (CAMRDC) travaillent à la mise en valeur effective des ressources minérales. Le premier a offert plusieurs services consultatifs aux Etats membres en ce qui concerne l'exploration de ressources minérales spécifiques et les activités d'analyse connexes. Quant au second, et bien que de création récente, il a organisé un séminaire sur la classification et l'évaluation des ressources minérales et a commencé la réalisation d'un inventaire des ressources minérales des pays africains.

8. En général cependant, les institutions ont connu certains problèmes dont la plupart peuvent être qualifiés d'endémiques. Outre le faible taux d'exécution des programmes de nombreuses institutions qui est indissociable de la mauvaise

gestion et de la non-utilisation par les Etats membres des facilités des institutions, le fonctionnement de ces dernières est constamment entravé par l'absence de soutien financier et l'insuffisance des adhésions. Il appartiendra donc de plus en plus aux institutions de devenir aussi autosuffisantes que possible et de dépendre de moins en moins des cotisations de leurs membres qui sont soumis à des contraintes financières découlant de la stagnation de leur économie et le resteront dans un avenir prévisible.

DEUXIEME PARTIE

9. Dès la première conférence des chefs de secrétariat tenue en décembre 1981 en vue d'examiner le rôle des institutions dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos, il avait été décidé que celles-ci devraient être regroupées en fonction de la similitude de leurs objectifs et de leurs fonctions afin d'assurer la coordination et l'harmonisation maximales de leurs activités et d'éviter le double emploi et le gaspillage de ressources peu abondantes.

10. Les institutions ont été regroupées ainsi qu'il suit :

A. GROUPE DES INSTITUTIONS FINANCIERES ET BANCAIRES

1. Banque africaine de développement (BAD)
2. Centre africain d'études monétaires (CAEM)
3. Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO)
4. Association des administrateurs africains des impôts.

B. GROUPE DES INSTITUTIONS CHARGÉES DES RESSOURCES DE LA TERRE

1. Centre régional de formation aux techniques de levés aériens
2. Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection (RCSSMRS)
3. Conseil régional africain de télédétection (CATD)
4. Centre régional de télédétection (CRTD)
5. Association africaine de cartographie (AAC)
6. Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
7. Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique du Centre
8. Centre régional africain pour l'énergie solaire (CRAES)

C. GROUPE DES INSTITUTIONS CHARGEES DU DEVELOPPEMENT ET DES SERVICES INDUSTRIELS

1. Centre régional africain de conception et de fabrication techniques
2. Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN)
3. Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)
4. Centre régional africain de technologie (CRAT)
5. Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques
6. Organisation régionale africaine de la propriété industrielle

D. GROUPE DES INSTITUTIONS CHARGEES DE LA PLANIFICATION ET DE LA GESTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

1. Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)
2. Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (CAFRADES)
3. Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI)
4. Regional Institute for Population Studies (RIPS)
5. Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD)

E. GROUPE DES INSTITUTIONS CHARGEES DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

1. Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
2. Association des administrations portuaires de l'Afrique du Nord
3. Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
4. Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC)
5. Fédération africaine des chambres de commerce (FACC)
6. Organisation interafricaine du café (OIAC)
7. Autorité de la route transafricaine (ARTA)
8. Autorité de la route trans-Afrique de l'Est (TEAHA)
9. Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN)

11. Le RECTAS et ses institutions soeurs, à savoir le RCSSMRS, l'AAC et le CATD se complètent et constituent un réseau régional efficace d'institutions fournissant des données de base essentielles à l'inventaire, à la planification et à l'exploitation rationnelle des ressources naturelles des pays africains. Les centres pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et de l'Afrique du Centre qui appartiennent au même groupe technique spécialisé tirent évidemment avantage des activités du groupe précité.

12. Les échanges commerciaux entre pays africains peuvent être fortement accrus grâce à l'établissement d'un réseau de transport efficace et peu coûteux entre ces pays. Les activités des autorités des routes membres du Groupe du commerce et des transports ont été axées sur la réalisation de cet objectif. Outre les études et les travaux effectués en vue d'améliorer des tronçons des routes transafricaine et trans-Afrique de l'Est et la levée des obstacles juridiques et administratifs qui entravent la libre circulation des personnes et des biens sur ces routes, une attention particulière a été accordée à la recommandation de la Conférence des ministres de la CEA prévoyant le transfert des fonctions des secrétariats de l'ARTA et de la TEAHA au Bureau des routes transafricaines de la CEA afin d'éviter le double emploi, le gaspillage des ressources peu abondantes et d'assurer une meilleure coordination des projets relatifs aux routes transafricaines.

13. Les associations des administrations portuaires de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Centre et de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ont également mené des activités propres à promouvoir les échanges entre pays africains d'une part et entre pays africains et pays étrangers d'autre part. Ces activités comportent la compilation de statistiques portuaires, des études sur les besoins en dragage des ports des Etats membres et un programme de formation pour les équipes d'entretien de l'équipement portuaire, toutes activités destinées à faciliter les échanges grâce à un chargement et un déchargement rapides et efficaces des marchandises dans les ports.

14. Conformément au Plan d'action de Lagos, l'AOAPC et la CEA ont coopéré dans la création de la Fédération africaine des chambres de commerce à qui la Conférence des ministres de la CEA a demandé de sous-traiter par l'AOAPC les éléments de ses activités relatifs au commerce. Sous les auspices de l'ORAN qui fait également partie du Groupe du commerce et des transports, 127 normes régionales africaines susceptibles de faciliter les échanges tant intra-africains qu'extérieurs ont été approuvées.

15. Les institutions membres du Groupe chargé du développement et des services industriels ont des liens sectoriels qui imposent une étroite coordination de leurs activités. L'objectif principal du Centre régional africain de conception et de fabrication techniques est l'adaptation pratique de la technologie disponible pour répondre aux besoins des pays africains. Ses activités sont complétées par celles du CRAT et de l'Organisation régionale africaine de la propriété industrielle qui s'occupent respectivement de la promotion, de la mise au point et du transfert de technologies à des conditions avantageant les pays africains et du développement de la propriété industrielle en fonction des besoins de l'Afrique, y compris la gestion d'un centre de documentation sur les brevets censé fournir des informations susceptibles de favoriser l'esprit d'invention et sa protection en Afrique.

16. Dans le domaine de la planification et de la gestion du développement social, le RIPS et l'IFORD qui sont spécialisés dans les études démographiques, le premier couvrant les pays anglophones d'Afrique et le second les pays francophones ont décidé de rester des institutions séparées. Cependant, leurs organes directeurs, prenant conscience de la nécessité d'entretenir une coopération étroite et de réduire leurs coûts de fonctionnement ont convenu que les deux institutions devraient collaborer étroitement en matière de recherche, de services de consultation, de réunions et dans la production de publications bilingues communes. On devrait encourager les diplômés de l'IFORD à passer leur Ph.D et M. Phil au RIPS. On attend de l'IDEP et du CAFRADES qui opèrent dans le domaine du développement social qu'ils se prononcent sur la recommandation de la Conférence des ministres de la CEA relative à leur éventuelle fusion.

17. Les institutions membres des divers groupes spécialisés ont profité de la Conférence annuelle des chefs de secrétariat pour tenir leurs propres réunions au cours desquelles les problèmes communs et la coordination des activités ont été évoqués. Au nombre des mesures prises pour concrétiser les décisions arrêtées figure la mission entreprise par l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques en coopération avec l'ORAN et le CRAT au Zimbabwe et en Zambie sur la création d'industries à base de cuivre.

TROISIEME PARTIE

18. Dans cette partie sont examinées les principales activités menées par les institutions durant la période biennale 1984-1985 et susceptibles de promouvoir la réalisation des objectifs du Plan d'action de Lagos dans leurs domaines respectifs. Au nombre de ces activités figurent les activités du CRAT en matière de stockage des aliments et de traitement des informations requises en vue de la planification de l'utilisation des sols ; un système d'alerte rapide sur l'agriculture et la mise en valeur des ressources naturelles par le RCSSMRS, le PECTAS, l'ESAMRDC et le CAMRDC; la formation de la main-d'oeuvre dans les domaines stratégiques de l'industrie, de la gestion et de la planification par l'ARCEDEM, l'ESAMI et l'IDEP respectivement; et la promotion des échanges intra-africains en tant qu'étape vers la création d'un marché commun africain par l'AOAFC, l'ARTA, la TEAHA, l'ORAN et la CCAO respectivement moyennant la promotion des échanges intra-africains, le développement des liaisons routières, la normalisation des produits manufacturés et des accords de compensation et de paiement afin de faciliter les échanges intra-africains en monnaies locales.

A. GROUPE DES INSTITUTIONS FINANCIERES ET BANCAIRES

Banque africaine de développement (BAD)

L'actuel Programme opérationnel quinquennal de la Banque africaine de développement couvrant la période 1982-1986 a consenti des prêts au titre de projets et programmes de développement pour un total de 259 millions de dollars dont 4 240 millions aux conditions du marché et 30 190 millions à des conditions de faveur. La répartition prévue entre les divers secteurs est la suivante :

Agriculture	: 33,5 p. 100
Transport	: 21,9 p. 100.
Services publics	: 19,6 p. 100
Industrie	: 11 p. 100
Santé et enseignement	: 9,2 p. 100
Prêts hors projet	: 4,8 p. 100

Cette répartition est conforme aux priorités énoncées dans le Plan d'action de Lagos et la Déclaration d'Addis Abeba adoptés par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA.

Le volume des prêts pour 1982-1985 ainsi que sa répartition sectorielle figurent au tableau ci-dessous. L'exécution des prêts a été satisfaisante et a été en général conforme au Programme opérationnel. Il convient cependant de noter que la situation économique difficile des pays africains a entravé leur capacité d'élaboration et d'exécution de projets; cela s'est traduit par une réduction de la demande de ressources de la BAD aux conditions du marché. Néanmoins, le Groupe fournit des efforts particuliers en vue d'accroître les niveaux d'engagement en 1986 afin que les insuffisances des années passées soient corrigées et que les objectifs du Programme opérationnel soient atteints.

Prêts par secteur (en millions d'UCB)

Secteur	1982	1983	1984	1985	1982-1985	
					Montant en p. 100	
					1 092	31
Agriculture	229	250	214	399	859	24
Transport	132	209	229	289	809	23
Services publics	192	243	167	207		
Industrie et Banques de					358	10
développement	46	51	201	60	415	12
Santé et enseignement	94	105	86	130		
	693	858	897	1 005	3 533	100

Le Groupe de la Banque est en train de préparer son second Programme opérationnel quinquennal couvrant la période 1987-1991. La priorité en matière de prêts continuera d'être accordée aux projets portant sur l'agriculture et le développement rural. A cet égard, on mettra l'accent non seulement sur les activités propres à accroître la production directement mais également de façon indirecte. Il s'agit de mettre à la disposition des agriculteurs des mécanismes de commercialisation efficaces, de favoriser l'accès au crédit à des conditions raisonnables, de fournir de meilleures infrastructures et des informations relatives aux progrès techniques et d'appuyer les activités de recherche agricole. Le Groupe de la Banque ne se contentera pas d'accroître de façon substantielle ses prêts destinés aux projets mais il introduira également de nouvelles formes de prêts visant à soutenir les mesures susceptibles d'alléger les difficultés économiques actuelles de l'Afrique. Le Groupe de la Banque engagera ainsi un

dialogue politique avec les pays africains soucieux de mettre en oeuvre des réformes destinées à renforcer leurs économies. On s'efforcera également, par l'intermédiaire du Compte d'assistance technique du Groupe de la Banque, de promouvoir la capacité des pays africains à élaborer et à exécuter des projets et des programmes de développement. Il conviendrait enfin de signaler l'intention du Groupe de la Banque de mettre au point des mécanismes visant à favoriser la participation du secteur privé dans les économies des pays africains.

Centre africain d'études monétaires (CAEM)

Durant la période 1983-1984, le Centre a participé aux études préliminaires sur la création du Fonds monétaire africain et a réalisé une synthèse des diverses contributions relatives à la création dudit Fonds, synthèse qui a été examinée lors d'une réunion d'experts tenue à Addis-Abeba (Ethiopie).

D'autres études réalisées par les soins du Centre portent sur les marchés financiers et le développement économique de l'Afrique; le problème des taux de change et la création de la chambre de compensation de l'Afrique du Centre; les stratégies susceptibles de résoudre les problèmes de balance des paiements des pays africains; et le système d'alerte immédiate sur la dette. Au nombre des études non achevées figurent celles relatives aux obstacles monétaires et financiers au commerce intra-africain; aux divers approches possibles à la question de la balance des paiements; à l'expérience des pays africains en matière de dévaluation; et à la gestion de la dette publique dans les pays africains.

Durant la période 1984-1985, le Centre a continué de publier ses informations financières, sa revue financière et les rapports de ses séminaires et colloques.

Le programme de formation du Centre comportait l'organisation de séminaires, de colloques, de rencontres entre banquiers et de cours fondamentaux. La participation des banques centrales membres aux programmes de formation a été très forte et encourageante hormis la participation aux rencontres entre banquiers qui a connu une certaine baisse.

Durant la période 1984-1985, le Centre a organisé des séminaires sur :

- le contrôle des changes et le développement économique des pays africains avec la participation de 70 représentants dont 28 des banques centrales membres;
- le rôle du système bancaire dans le financement du secteur agricole et du développement rural avec la participation de 67 représentants, de 47 institutions dont 15 des banques centrales;
- l'investissement étranger et ses incidences sur les pays africains, avec la participation de 34 représentants dont certains envoyés par 14 banques centrales membres. Le Centre a en outre organisé un colloque sur les politiques financières nationales et la formation du capital avec la

participation de 82 représentants dont les gouverneurs et les sous-gouverneurs de 20 banques centrales membres et de 29 autres institutions et un autre séminaire sur l'Afrique et le Fonds monétaire international (FMI) avec la participation notamment de 33 gouverneurs des banques centrales membres ou de leurs représentants.

Au cours de la période considérée, le Centre a organisé en 1984 deux séminaires bilingues sur la statistique et la méthodologie de recherche et sur la comptabilité nationale et la programmation financière. Les deux séminaires ont accueilli respectivement 11 et 12 représentants des banques centrales membres. Deux séminaires ont été organisés sur les mêmes thèmes en 1985 avec la participation respective de 13 et 10 représentants des banques centrales membres.

Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO)

En tant que mécanisme de règlement multilatéral, le succès et la viabilité continus de l'accord de compensation dépendent absolument du règlement rapide du solde débiteur par les banques débitrices.

Au cours de la période considérée, la CCAO a, en dépit d'une situation financière et économique internationale très défavorable, continué de renforcer ses assises en vue de la réalisation des objectifs pour lesquels elle a été créée. On s'est employé à lever certains obstacles au fonctionnement de la CCAO; deux séminaires à l'intention des opérateurs techniques des banques membres ont été organisés à Freetown (Sierra Leone) les 20 et 21 novembre 1984 et les 22 et 23 novembre 1985. Ces séminaires étaient conçus pour améliorer l'efficacité du fonctionnement du mécanisme de compensation en simplifiant les règles et procédures opérationnelles et améliorer ainsi la connaissance du système par les opérateurs. Ont participé au séminaire de 1984 les représentants de sept des neuf banques membres (BCEAO et banques centrales de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, du Libéria, du Nigéria et de la Sierra Leone) et à celui de 1985 les représentants de 8 banques membres (BCEAO et banques membres de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, de la Mauritanie, du Nigéria et de la Sierra Leone).

Outre les séminaires techniques, des séminaires sur les procédures et les avantages opérationnels de la CCAO auxquels ont participé les représentants des banques centrales, des chambres de commerce, des milieux d'affaires et de la fonction publique ont été organisés dans 14 centres des neuf des 15 pays membres. En 1984, sept séminaires ont été organisés à Monrovia (Libéria), Freetown (Sierra Leone), Conakry (Guinée), Dakar (Sénégal) et Kano, Port Harcourt, Lagos (Nigéria). En 1985, sept séminaires ont été tenus à Niamey (Niger), Ouagadougou (Burkina Faso), Nouakchott (Mauritanie), Ilorin, Owerri et Ibadan (Nigéria) et Cotonou (Bénin). Un examen des résultats des activités de la CCAO a montré que ces efforts ont été et continueront d'être couronnés de succès.

En 1983-1984, l'ensemble des transactions commerciales et financières effectuées par l'intermédiaire de la chambre de compensation a atteint son niveau le plus élevé avec plus de 224,40 millions d'unités des comptes de l'Afrique de l'Ouest et est tombé à 195,35 millions en 1984-1985. Malgré cette baisse, le niveau des transactions en 1984-1985 a accusé un accroissement de 23,4 p. 100 par rapport aux 158,31 millions enregistrés en 1983-1984. La valeur des règlements pour la période considérée a connu la même évolution que l'ensemble des transactions (voir tableau ci-après). Rapporté à l'ensemble des transactions, le volume des transactions compensées a atteint la moyenne de 8,3 p. 100 pendant les exercices 1984 et 1985 contre 15 p. 100 pour les exercices 1982 et 1983. La baisse des transactions en 1984-1985 ainsi que le mouvement continu de baisse du pourcentage des transactions compensées peuvent être en grande partie attribués aux difficultés de la balance des paiements que connaissent certains pays membres.

<u>Année</u>	<u>Transactions</u>	<u>Règlements</u>	<u>Compensation</u>
1980-1981	167,65	138,29	29,36
1981-1982	143,21	114,29	28,92
1982-1983	158,31	143,90	14,41
1983-1984	224,40	205,70	18,70
1984-1985	195,35	179,12	16,23

Bien que de grandes possibilités existent pour permettre à la CCAO de réaliser les objectifs pour lesquels elle a été créée, d'importants problèmes persistent et doivent être résolus. Les déséquilibres observés dans les transactions entre les banques membres créent une structure immuable des banques débitrices et créditrices. Cela signifie en effet que le flux de règlements nets était à sens unique et qu'en conséquence l'incidence des retards ou des défauts de paiements serait concentrée sur la banque créditrice. En fait, le mécanisme de compensation a commencé à ressentir l'effet d'une accumulation assez importante d'arriérés de règlement par quelques-unes des banques membres. Au nombre des obstacles externes figurent l'absence de complémentarité dans les profils de production des pays des banques membres, d'où la faiblesse persistante du niveau des échanges intra-sous-régionaux, l'instabilité et la discordance des taux de change des monnaies des pays des banques membres et les mesures restrictives de contrôle des changes imposées par certains pays pour les besoins de la balance des paiements.

Association des administrateurs africains des impôts

En plus de l'organisation de diverses réunions techniques de ses organes, l'Association a réalisé un inventaire des moyens et centres de formation en matière fiscale pour les pays africains anglophones. Une autre étude consacrée aux pays francophones sera effectuée.

En raison de la défaillance de certains Etats membres à payer leurs contributions, la campagne d'adhésions dont on espérait qu'elle accroîtrait le nombre actuel de membres - qui est de 22 - n'a pas pu être lancée; en outre, il n'a pas été possible comme convenu, de mettre de côté la somme de 30 000 dollars nécessaire à la mise sur pied du secrétariat de l'Association.

B. INSTITUTIONS CHARGÉES DES RESSOURCES DE LA TERRE

Centre régional de formation aux techniques de levés aériens

Au cours de la période considérée, le Centre a organisé des stages en anglais et en français à l'intention des opérateurs et techniciens photogrammètres. En outre, deux nouveaux programmes l'un sur la photogrammétrie et l'autre sur la photo-interprétation ont été introduits en 1985. Les tableaux 1 et 2 font apparaître que aussi bien le nombre d'inscriptions que celui des diplômés indiquent une croissance numérique durant la période 1984-1985. Ces deux tableaux montrent également les pays d'origine des étudiants et des diplômés du Centre respectivement pendant la période biennale 1984-1985.

En plus des documents présentés par deux de ses fonctionnaires, le Centre a participé activement à l'organisation d'un séminaire sur l'application de la photogrammétrie et de la télédétection à l'évaluation des recensements démographiques qui s'est tenu en juillet 1985 à Lagos (Nigéria).

Dans le domaine de la recherche, le Centre a participé à l'Expérience de caméra métrique de Spacelab Shuttle, à l'Expérience SPOT (Système probatoire d'observation de la terre) et à l'Expérience de format à petite caméra et a également pris part aux activités de recherche de la Société internationale de photogrammétrie et télédétection relatives à l'analyse de données et à l'enseignement photogrammétrique.

Le développement du Centre a été retardé par le fait que seuls huit pays membres africains (Ghana, Bénin, Sénégal, Niger, Mali, Burkina Faso, Cameroun et Nigéria) l'ont régulièrement soutenu même si, depuis sa création en 1972, le Centre a formé des étudiants originaires de 23 pays africains. Afin d'accroître ses ressources financières et aider les pays africains à résoudre leurs problèmes cartographiques, le Centre va créer un groupe de services consultatifs chargé d'assurer l'exécution de projets de cartographie topographique et non topographique.

Tableau 1. Etudiants inscrits/pays d'origine, 1984 et 1985

[illegible]

Tableau 2: Certificats et diplômes délivrés en 1984 et 1985

Stage (durée) 1984-1985	Pays d'origine								Total
	Sénégal	Ghana	Niger	Burkina Faso	Mali	Bénin	Malawi	Nigéria	
Certificat d'opérateur en photogram- métrie (9 mois) 1984-1985	-	-	1/0	-	-	-	-	7/2	8/2
Diplôme de techniciens en photogram- métrie (22 mois) 1984-1985	1/8	2/5	0/1	0/1	2/0	-	1/1	8/8	14/24
Diplôme de technologue en photogram- métrie (16 mois) 1985	Prévisions pour 1986								
Certificat de photo-interpré- tation 1985	--	0/3	-	-	-	-	-	-	0/3
Total pour 1984-1985									22/29

Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés,
des cartes et de la télédétection

Durant la période biennale 1984-1985, le Centre a continué de fournir des services spécialisés aux Etats membres de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe dans ses domaines de compétence, à savoir les levés et les cartes ainsi que l'application de la télédétection à la mise en valeur des ressources. Il a participé activement, en tant que l'un des deux centres africains d'évaluation à l'exécution du Programme africain de positionnement par méthode Doppler et a poursuivi ses recherches en vue de la détermination de la puissance du réseau géodésique de l'Afrique de l'Est ainsi que de l'analyse préliminaire du 30e arc de méridien.

Le département mécanique du Centre a assuré l'entretien et la réparation de 495 éléments optiques et 137 éléments électroniques appartenant aussi bien aux Etats membres contractant qu'aux non-signataires. En assurant la réparation et l'entretien de ce matériel, le Centre a fait réaliser d'importantes économies de devises aux Etats membres qui, autrement, auraient eu à remplacer ledit matériel.

Les services de réparation fournis sont détaillés ci-après :

<u>Pays</u>	<u>Optique</u>	<u>Electronique</u>	<u>Remplacement</u>	<u>Valeur en dollars E.-U.</u>
Kenya	131	76		3 066 930
Tanzanie	112	8		1 867 867
Maurice	1	-		85 000
Ouganda	29	1		578 800
Seychelles	1	-		5 527
Zambie	112	20		1 770 710
Swaziland	23	18		980 990
Rwanda	6	-		117 140
Lesotho	56	14		342 930
Burundi	1	-		65 000
TOTAL	495	137		8 900 884

Tableau 2 : Département de la télédétection - cours de courte durée, participants, pays et disciplines
(1er juillet 1984 - 30 juin 1985)

Pays	Télédé- tection	Hydro- logie	Statist- tiques	Agro- météo- logie	Travaux routiers	Ressources naturelles (LIDA)	Total
Dans la sous-région							
Botswana							3
Burundi			3				3
Comores		2					2
Djibouti		1	1		2		1
Ethiopie		4		2	7	12	7
Kenya	11			2	1		38
Lesotho		3	5				1
Madagascar				2			3
Malawi	29	1	1				2
Maurice		1		2			3
Mozambique			2				2
Rwanda				1	1		4
Somalie				1	1		4
Soudan		2		3	9		16
Tanzanie		4		1	3		9
Ouganda	60	1		2	1		64
Zambie		1		2			5
Zimbabwe				2			

Tableau 2 (suite)

Pays	Télé- vision dans l'agri- culture	Hydro- logie (Kenya)	Hydro- logie de la terre	Statis- tiques agricoles (français)	Télé- détec- tion et carto- graphie	Agro- météo- logie	Travaux routiers	Ressources naturelles (IBRA)	Total
En dehors de la sous-région									
Egypte					1	1			1
Emirats arabes unis					1				1
Ghana					2	1			3
Jordanie						2			2
Libéria						1			1
Nigéria						1			1
Sénégal						1			1
Sierra Leone						1			1
Syrie						2			2
Turquie						1			1
TOTAL	89	11	24	12	21	25	27	12	221

Dans le cadre de ses fonctions consultatives, le Centre a préparé un document détaillé pour la remise en état des services de levés et de cartographie en Ouganda et participé à une mission de deux personnes envoyée au Mozambique en vue de conseiller les autorités sur les besoins de main-d'oeuvre en matière de levés et de cartographie. A la demande des Etats membres, le Centre a mené des activités de recherche sur les techniques de levé cadastral et a réalisé des études sur la faisabilité de la création de services hydrographiques.

Des activités de recherche dans les techniques de cartographie photographique utilisant des images de satellite étaient presque achevées à la fin de 1985. Il ne restait alors qu'à publier les manuels y relatifs.

Durant la période considérée, il convient notamment de signaler la réalisation par le Centre de trois blocs de bâtiments grâce auxquels on a pu transférer tout le personnel et le matériel à son siège permanent en juin 1985. Les travaux d'achèvement de la première phase d'aménagement des locaux du siège permanent du Centre sont en cours.

Les problèmes rencontrés durant cette période avaient trait principalement à l'irrégularité des paiements ou au non-paiement des contributions par les Etats membres, ce qui limitait les services que le Centre aurait pu offrir aux Etats membres. La question des adhésions n'était pas très grave étant donné qu'à la fin de la période considérée, le nombre des membres était de neuf et on espère qu'il atteindra 12 avant la fin de 1986.

Afin de réduire la dépendance absolue à l'égard des contributions en tant qu'unique moyen de financer ses activités, le Centre s'est engagé dans des activités génératrices de revenus. Durant la période 1984-1985, 46 980 dollars ont été ainsi réalisés grâce à la vente d'images de satellite aux organismes nationaux et internationaux. Au cours de la même période, le Centre a participé à l'exécution de projets dans les Etats membres, projets qui ont permis de réaliser des recettes s'élevant à 209 650 dollars.

Exécution des projets

<u>Client</u>	<u>Projet</u>	<u>Valeur en dollars E.-U.</u>
Comores	Photographie aérienne	159 000
Ouganda	Photographie aérienne	12 500
Tanzanie	Levés cadastraux	7 500
PNUD/LBDA ^{1/}	Atlas des ressources naturelles	30 650
Total		<u>209 650</u>

^{1/} Lake Basin Development Authority (Kenya).

Conseil régional africain de télédétection (CATD)

En raison des graves difficultés financières que le Centre a connues en 1984 et en 1985, difficultés dues au non-paiement de leurs contributions par les Etats membres, le Centre a pratiquement cessé toute activité. Il est arrivé que le Centre ne soit pas en mesure de payer les salaires du personnel et ses factures d'eau et d'électricité et qu'il faille recourir à des découverts.

Le Comité spécial de dix Etats membres créé conformément à la résolution 477(XVIII) de la Conférence des ministres de la CEA afin d'évaluer les activités des institutions parrainées par la CEA et l'OUA et de faire des recommandations concernant la fusion éventuelle de certaines de ces institutions, a proposé dans son rapport final à la Conférence des ministres de la CEA, lors de sa onzième réunion, la fusion du CATD et de l'AAC. A cette réunion, la Conférence des ministres de la CEA a approuvé cette recommandation dans sa résolution 550(XX) et, à cet égard, des réunions ont été organisées au niveau du CATD et de l'AAC. Un comité spécial désigné par la Conférence des plénipotentiaires du CATD et comprenant les représentants de l'Algérie, du Kenya, du Mali, du Zaïre et de la Zambie et devant être assisté par les secrétariats de la CEA, de l'OUA, de l'AAC et du CATD se réunira en mars 1986 afin d'examiner les incidences financières, sociales et autres de la fusion envisagée. Les secrétariats du CATD et de l'AAC devaient se rencontrer à Bamako à la fin de janvier 1986 pour préparer à l'intention du Comité spécial les documents de travail dont les projets de statuts de l'institution polyvalente et de statut du personnel. Le rapport du Comité spécial doit être présenté à la réunion extraordinaire des plénipotentiaires du CATD prévue en juin 1986.

Centre régional de télédétection

Le programme de ce Centre, dont le siège est à Ouagadougou (Burkina Faso), tel que conçu au moment de sa création comporte deux types d'activités. En premier lieu, la formation de ressortissants des pays membres et la fourniture de services aux usagers dont l'amélioration de la base d'informations en vue de la planification et de la gestion des programmes de développement régionaux et nationaux; en second lieu, l'installation d'une station au sol destinée à recevoir et à traiter les données fournies par satellite. La première phase a couvert la période de 1977 à 1984 tandis que la deuxième phase devait démarrer avant la fin de la première phase. Les principales activités menées durant cette période ont porté sur les activités de recherche et d'assistance et de services consultatifs aux usagers, précisément dans le domaine des ressources en terre et en eau. A cet égard, l'exécution de la première phase s'est poursuivie et huit projets ont été mis en oeuvre dans les domaines de l'hydrologie et de l'hydrogéologie en faveur des Etats membres de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. On a également poursuivi l'organisation de stages de formation aussi bien en anglais qu'en français à l'intention de ressortissants des Etats membres dans le domaine de l'application de la télédétection au titre des activités précitées.

Les activités préparatoires en vue de la mise en oeuvre de la deuxième phase ont été ralenties à cause des difficultés financières. Cette situation a été à l'origine de l'envoi de missions de sensibilisation tant en Afrique qu'à l'étranger afin de mobiliser des ressources supplémentaires, de la réduction du nombre de satellites à recevoir à la station du Centre et de la décision du Comité régional de gestion réuni au niveau ministériel à Cotonou (Bénin) en septembre 1985, de convoquer une table ronde des bailleurs de fonds en janvier 1986. Le projet pourrait être réalisé au cours de la prochaine période biennale.

Association africaine de cartographie (AAC)

Durant la période considérée, l'AAC a mené un certain nombre d'activités scientifiques et techniques. L'Association a pris les mesures préliminaires visant à l'exécution du Projet de carte internationale hydrogéologique de l'Afrique; au nombre de ces mesures figurent la collecte de données, la distribution d'études préliminaires connexes aux pays africains, la nomination d'un coordonnateur, l'établissement d'un réseau de correspondants nationaux, le choix des zones d'essai, l'adoption de l'échelle à utiliser pour la préparation des cartes, l'élaboration de divers documents techniques et leur distribution aux pays africains intéressés.

En ce qui concerne le Réseau géodésique commun pour l'Afrique, l'AAC a notamment participé à l'établissement du second consortium africain de traitement de données, au lancement du traitement de données pour le Programme africain de positionnement par méthode Doppler et à l'organisation de séminaires de formation dans le domaine des techniques Doppler. L'AAC a également coopéré avec la CEA dans les activités de normalisation de spécifications pour les cartes topographiques en Afrique. Les activités préparatoires relatives à l'Année de la cartographie en Afrique en 1986 dont l'adoption d'une résolution pertinente par l'OUA et la tenue d'un séminaire sur le cadastre à Tunis ont été menées.

Dans sa résolution 550(XX), la Conférence des ministres de la CEA a approuvé la recommandation du Comité spécial créé conformément à la résolution 477(XVIII) prévoyant la fusion du CATD et de l'AAC. Des réunions relatives à la mise en oeuvre de cette recommandation ont été tenues par les deux institutions et il a été décidé que les secrétariats de l'AAC et du CATD devraient se rencontrer en janvier 1986 afin de préparer la réunion du Comité spécial composé de l'Algérie, du Kenya, du Mali, du Zaïre et de la Zambie prévue en mars 1986 pour examiner les aspects juridiques, sociaux et autres de la fusion des deux institutions.

Le développement de l'AAC a continué d'être entravé par le fait que seuls quelques-uns de ses membres étaient à jour de leurs obligations financières.

Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique
de l'Est et de l'Afrique australe

Durant la période 1984-1985, le Centre a, comme par le passé, lancé plusieurs projets au niveau des Etats membres. Ces projets portaient sur les services consultatifs, les activités de sous-traitance et de laboratoires. Le Centre a en outre organisé deux stages de formation.

Les activités menées par le Centre dans les Etats membres étaient variées et comportaient notamment la fourniture de services pour la prospection d'or et la réalisation d'une étude de faisabilité sur la production de cendre de soude en Ethiopie; la fourniture de services consultatifs à la République-Unie de Tanzanie en ce qui concerne la prospection de tungstène, d'or, de pyrite et de métaux communs; et la réalisation de cartes géologiques aux Comores. Le Centre a également participé à la préparation d'un manuel pour la prospection minière et à la mise sur pied d'une section chargée de la prospection géochimique.

Le Centre a organisé des stages de formation dans le domaine des micro-ordinateurs à l'intention de participants originaires de sept pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe et dans celui de l'exploitation des ressources minérales pour des ressortissants de cinq pays de la même sous-région.

Bien qu'ayant accueilli un nouveau membre, à savoir l'Angola, le Centre a fonctionné avec des ressources humaines et financières limitées en raison de l'irrégularité du paiement voire du non-paiement des contributions.

Tableau 1

Cours d'économie des ressources minérales à l'intention de cadres

<u>Pays</u>	<u>Nombre</u>
1. Ethiopie	5
2. Kenya*	1
3. Mozambique	2
4. Tanzanie	6
5. Ouganda	2
<hr/>	
Total	16
=====	

Tableau 2

Application des micro-ordinateurs aux sciences de la terre

<u>Pays</u>	<u>Nombre</u>
1. Ethiopie	2
2. Kenya*	1
3. Malawi*	1
4. Mozambique	2
5. Tanzanie	3
6. Ouganda	2
7. Zambie	1
-	
Total	12

* Non membre de l'ARCEDEM

Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de
l'Afrique du Centre

Ce Centre qui vient d'être créé et dont le siège se trouve à Brazzaville, compte 8 membres sur 10 potentiels de la sous-région de l'Afrique du Centre. Durant le premier semestre de 1984, la CEA, qui assure provisoirement le secrétariat du Centre, a recruté le Directeur général du Centre et préparé des descriptifs de projet en vue de solliciter l'assistance bilatérale et multilatérale des bailleurs de fonds. A la suite du recrutement du Directeur général et du chef du département de géologie et recherche minière et de leur prise de fonction, le Centre est devenu opérationnel.

Outre ses activités relatives aux problèmes administratifs internes tels que le recrutement de personnel local et l'approbation du règlement du personnel, le Conseil d'administration du Centre a adopté, en décembre 1984, un programme de travail adapté aux ressources du Centre pour 1985 et 1986. Durant cette période, le Centre se concentrera sur la construction et l'équipement de ses bureaux et laboratoires, le traitement de données géophysiques, géologiques et hydrogéologiques, la fourniture de services consultatifs en vue de renforcer les activités minières et géologiques des Etats membres, l'organisation de séminaires et de journées d'étude sur les divers aspects de la mise en valeur des ressources minérales et les activités de télédétection relatives à la mise en valeur des ressources minérales.

Une réunion d'experts des Etats membres chargés de préparer la mise en place du comité technique du Centre s'est tenue en décembre 1985. En outre, le Centre a organisé un séminaire sur la classification et l'évaluation des ressources minérales auquel ont participé les experts des Etats membres et commencé la préparation d'un inventaire des ressources minérales des pays africains.

C. INSTITUTIONS CHARGÉES DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES INDUSTRIELS

Centre régional africain de conception et de fabrication techniques

Durant la période considérée, le Centre a poursuivi ses activités dans les domaines de la conception de machines, de la formation, des services de consultation industrielle, de la promotion de centres nationaux et de la construction du siège du Centre.

Etant donné que les ateliers du Centre ne sont pas encore achevés, des prototypes de certains matériels agricoles tels qu'appareils de transformation du gari et dessiccateurs à usages multiples ont été fabriqués grâce à l'aide d'ateliers locaux et sont actuellement mis à l'essai. Des modèles d'autres matériels tels que planteuses, herses, motoculteurs ont été achevés et envoyés aux Etats membres.

Le Centre a également organisé deux stages de formation sur la conception de machines et la fabrication de pièces détachées d'une durée de 3 mois chacun à l'intention de 16 et 19 ingénieurs en mécanique en 1984 et 1985

Respectivement. En 1984, les participants étaient originaires du Ghana, de la Guinée, du Libéria, du Nigéria, de la Sierra Leone, de la République-Unie de Tanzanie, du Togo et de la Zambie. En 1985 les participants venaient du Bénin, du Congo, du Ghana, du Libéria, du Nigéria, de la République-Unie de Tanzanie, du Togo et de la Zambie. Des stages plus nombreux et de plus longue durée seront organisés dès que le foyer et les ateliers du Centre seront prêts à la fin de 1986.

Depuis la création du département des services de consultation industrielle en février 1985, le Centre a effectué un inventaire des institutions nationales existantes s'occupant de consultation industrielle, s'est fait enregistrer comme organisme de consultation auprès d'institutions financières et autres, a revalorisé des ateliers mécaniques au Nigéria et au Bénin et, a, en collaboration avec l'AIHTTR, l'ORAN et le CRAT, entrepris une mission sur la possibilité de fabrication de moteurs électriques et d'autres produits à base de cuivre dans la région. En outre, le Centre s'est engagé dans un projet conjoint avec l'ORAN pour une uniformisation du parc de camions et de remorques dans les Etats membres.

Dans le but de promouvoir les centres nationaux de conception et de fabrication techniques de biens d'équipement, le Centre a participé à une mission conjointe CEA/ONUDI/ARCEDEM qui s'est rendue au Togo; le rapport de cette mission devrait servir de modèle pour le développement de centres nationaux dans d'autres pays africains. Le Centre a établi des relations avec le "Centre Pilote" en Guinée, le "TEMDO" en République-Unie de Tanzanie et la "Faculty of Engineering" de l'Université de Zambie en vue de la promotion et de la revalorisation des centres nationaux.

Le Centre a continué de bénéficier du soutien du PNUD, du Gouvernement indien, de la BADEA et de l'ONUDI et le Gouvernement hongrois a facilité l'organisation de voyages d'étude consacrés aux questions industrielles dans ce pays.

Des progrès importants ont été faits en vue de l'achèvement de la construction des locaux à usage de bureaux, des ateliers d'usinage, de fabrication et de forgeage ainsi que du foyer du Centre (pour un coût de 9,1 millions de dollars). On espère ainsi que le Centre s'installera à son nouveau siège permanent avant la fin de janvier 1986. Afin d'achever les travaux de la première phase de développement du Centre qui comporte la construction de la fonderie du laboratoire d'expérience et de mise au point et de l'infrastructure nécessaire, le Conseil d'administration a, à sa réunion tenue les 1er et 2 décembre 1985, demandé au Gouvernement nigérian une subvention supplémentaire de 3,1 millions de dollars.

Durant la période considérée, la faiblesse des contributions des Etats membres a sérieusement entravé le fonctionnement du Centre.

Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN)

Durant la période considérée, le premier groupe de 127 normes régionales africaines a été approuvé. Une autre série de 317 projets de normes a été élaborée et présentée aux Etats membres pour approbation. Ces NRA et PDRA sont classés ci-après, par domaine :

<u>Domaine</u>	<u>Comité technique</u>	<u>Nombre de NRA Approuvés</u>	<u>Nombre de PNRA adoptés</u>		<u>Total NRA-PNRA</u>
			<u>1984</u>	<u>1985</u>	
Normes fondamentales et générales	ARSO/TC 1	43	15	21	79
Produits agricoles et alimentaires	ARSO/TC 2	33	26	25	84
Construction et génie civil	ARSO/TC 3	3	20	28	51
Constructions mécaniques et métallurgie	ARSO/TC 4	7	16	31	54
Chimie et génie chimique	ARSO/TC 5	8	24	19	51
Electrotechnique	ARSO/TC 6	-	17	15	32
Textiles	ARSO/TC 7	24	13	25	62
Transport et communications	ARSO/TC 8	9	14	-	23
Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	ARSO/TC 9	-	-	8	8
Total		127	145	172	444

Quatre programmes de formation portant respectivement sur la normalisation, le contrôle de qualité, la certification et la métrologie ont été organisés à l'intention de 142 participants de 12 Etats membres (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Malawi, Zaïre et Zambie). Quarante experts envoyés par 16 Etats membres (Cameroun, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Ghana, Guinée, Libéria, Malawi, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Togo, Tunisie, Zaïre et Zambie) ont participé aux réunions des comités et des sous-comités techniques de l'ORAN chargés de l'élaboration des normes régionales africaines. Treize missions portant sur les activités de normalisation, de contrôle de qualité, de certification et métrologie ont été effectuées dans les Etats membres.

Le Système de documentation et d'information sur les normes (ARSO-DIS) a été chargé d'une mission au sein du secrétariat de l'ORAN et des mesures sont prises en vue de lancer l'opération relative à un réseau ORAN sur le système de documentation et d'information sur les normes et les règles techniques.

Quatre accords de coopération ont été conclus avec le Commonwealth Science Council, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Zone d'échange préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et l'Organisation internationale de métrologie légale. Une collaboration étroite a été établie avec des organisations régionales et internationales présentant un intérêt pour l'ORAN. Dans le cadre de ses activités, l'ORAN a reçu une assistance de l'ONUDI, du PNUD, de l'UNESCO, de la CEA, du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), de la CEDEAO, de l'ARCEDEM et des Gouvernements français et ouest-allemand. Des activités relatives à l'exécution conjointe de projets ont également été menées avec l'AIHTTR et le Centre du commerce international (CCI).

Les retards dans les versements des cotisations des Etats membres et l'insuffisance des adhésions (23 pays seulement sur 50 pays africains) ont gravement affecté la mise en oeuvre du programme de travail de l'ORAN.

Centre régional africain de technologie (CRAT)

Grâce au renforcement de sa base de données en matière d'information et de documentation, le Centre a pu mettre en oeuvre plusieurs projets importants au titre de son programme d'activités, pendant la période considérée. Ci-après une récapitulation des sous-programmes du programme de travail approuvé pour 1984-1985 et les projets exécutés :

- a) Promotion de technologies locales et autres dans le secteur alimentaire, en particulier pour la réduction des pertes après les récoltes;
- b) Promotion de technologies locales et autres dans le secteur de l'énergie, en mettant un accent particulier sur la technologie de la biomasse;
- c) Développement de capacités nationales dans le domaine de la politique et de la planification en matière de technologies; et

- d) Autres activités orientées vers la fourniture d'un appui administratif aux activités techniques.

En ce qui concerne la promotion de technologies en vue de la réduction des pertes après les récoltes de produits alimentaires de base, le Centre a continué de répondre aux demandes de technologies relatives au stockage, à la transformation et à la commercialisation des céréales et des racines alimentaires et des tubercules en Afrique, précisément le maïs et le manioc. A cet égard, le Centre a également aidé des institutions du Ghana et du Kenya à mettre sur pied des unités expérimentales destinées à offrir des possibilités de formation en entreprise aux utilisateurs et constructeurs potentiels de ces pays ainsi que de nombreux autres pays africains où le maïs et le manioc sont transformés et consommés.

Dans le domaine de la technologie de la biomasse, on a pu, à la suite de l'étude des unités expérimentales de biogaz établie avec l'assistance technique et financière du CRAT dans plusieurs pays africains (République-Unie de Tanzanie, Maroc, Guinée-Bissau, Ethiopie, Zimbabwe, Sierra Leone et Sénégal, identifier des modèles améliorés de digesteurs de biogaz économiquement et techniquement viables. Des missions ont également été envoyées au Cameroun, au Libéria, au Ghana, en République-Unie de Tanzanie, au Zimbabwe, en Sierra Leone et au Maroc afin de participer à la construction de digesteurs de biogaz et à la formation de nationaux dans les domaines de la fabrication, du fonctionnement et de l'entretien de ces digesteurs et de l'élaboration de programmes nationaux d'ensemble relatifs au biogaz. A la suite de ces missions, d'autres demandes de suivi et d'assistance ont été envoyées par le Ghana, le Libéria, la République-Unie de Tanzanie, la Guinée-Bissau, le Cameroun, l'Ethiopie, la Sierra Leone, le Kenya, le Maroc, le Zimbabwe et la Zambie. Le répertoire des technologies du biogaz en Afrique a été mis à jour et des manuels relatifs à l'installation et à l'entretien d'équipements de biogaz ont également été élaborés.

Afin d'inciter les pays africains à formuler et à mettre en oeuvre des plans visant à accélérer leur transformation technologique, le Centre a élaboré un modèle multidisciplinaire susceptible de servir aux institutions nationales dans le cadre de l'étude et de l'évaluation des besoins technologiques des pays concernés.

Le Centre a organisé des stages de formation sur :

- a) La programmation nationale et la coopération multinationale pour la prévention des pertes alimentaires, en collaboration avec la FAO; les 15 pays suivants, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Congo, l'Ethiopie, le Ghana, le Mali, la Mauritanie, Madagascar, le Nigéria, la Sierra Leone, le Sénégal, la République-Unie de Tanzanie, le Togo, le Zaïre et le Zimbabwe étaient représentés à ce stage;

b) Le choix et la gestion technologiques, conjointement avec la Banque mondiale et avec l'appui du PNUD, de la CEA et du BNUS; ont participé à ce stage des représentants du Sénégal, du Niger, du Mali, du Togo et de la Guinée;

c) Le développement et le transfert de technologie, avec l'appui du PNUD et la participation de 30 représentants du Ghana, de la Gambie, de l'Egypte, du Nigéria et de la Sierra Leone;

d) Des journées d'étude sectorielles informelles, conjointement avec la CEA et avec l'appui du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Les pays participants étaient le Kenya, la République-Unie de Tanzanie, l'Ouganda et l'Ethiopie.

Le Centre a fourni des services consultatifs à 12 pays africains dans les domaines des industries alimentaires et du développement de la technologie du biogaz. Ces pays sont le Cameroun, l'Ethiopie, le Sénégal, le Zimbabwe, le Maroc, la République-Unie de Tanzanie, le Kenya, le Togo, le Zaïre, le Nigéria, la Zambie et la Guinée-Bissau.

Des études sur les politiques relatives à la science et à la technique ont également été réalisées à l'intention du Sénégal, de l'Algérie et de la Côte d'Ivoire. En tant que membre du Groupe des institutions chargées du développement et des services industriels, le Centre a participé à des missions au Zaïre et en Zambie, missions destinées à fournir une assistance pour la création, dans ces pays, d'industries à base de cuivre.

Les deux accords de coopération suivants ont été signés en 1985 :

a) Un accord quadripartite entre le Centre, l'OMPI, l'OAPI et l'organisation de la propriété industrielle pour l'Afrique anglophone en vue de promouvoir le rôle des brevets et des droits de propriété industrielle dans l'acquisition de la technologie étrangère pour les pays africains, et

b) Un accord de coopération bilatérale avec le Centre pour le développement industriel et les Etats CEE/ACP sur le développement industriel et technologique des pays africains.

Le principal problème auquel le Centre a eu à faire face durant la période considérée est resté celui de l'insuffisance des ressources due au retard dans le paiement ou au non-paiement des contributions des Etats membres, ce qui a sérieusement affecté les activités du Centre.

Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques

Après une période de relative inactivité, l'Institut s'est engagé dans des programmes destinés à lui faire prendre un nouveau départ. A cet égard, les responsables de l'Institut ont identifié cinq centres de formation et de recherche qu'il faudrait établir en priorité. Ces centres s'occuperont de formation pédagogique technique; de génie agricole et de technologie alimentaire; de génie électromécanique; de production industrielle et de gestion de l'environnement; et d'études d'infrastructure. Afin de mettre sur pied ces centres, on recherchera une assistance auprès de la Communauté économique européenne et des Gouvernements ouest-allemand, français, américain, indien et canadien.

Des mesures sont également prises en vue de faire participer l'Institut à l'exécution des diverses phases d'un projet lancé par la CEA, l'UNESCO et l'ANSTI et relatif à la mise en oeuvre d'activités de formation industrielle dans le cadre de stages techniques réguliers dans les institutions africaines. A cette fin, des journées d'étude sur la formation et la production seront instituées dans certains instituts techniques africains. A cet égard, une mission s'est rendue dans les institutions des huit pays africains suivants : Burundi, Ghana, Kenya, Mali, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Togo et Zambie.

Au cours de la période considérée, l'Institut a organisé, à l'intention de participants africains, des séminaires de formation en maintenance dans les domaines des industries métallurgiques, des fonderies et de la mise au point d'équipements industriels.

<u>Année</u>	<u>Cours/atelier</u>	<u>Nombre de stagiaires</u>	<u>Pays</u>
1984	Gestion de l'entretien dans la métallurgie/fonderie, Le Caire, du 22 novembre au 7 décembre	23	Burkina Faso, Cameroun, Congo, Ghana, Kenya, Mali, Maurice, Côte d'Ivoire, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo et Zambie.
1985	Technologie des instruments industriels, Le Caire, du 7 octobre au 2 novembre	13	Egypte, Kenya, Rwanda, Seychelles, Somalie, Tchad et Zambie.

Après une bonne préparation, une mission de collecte de fonds s'est rendue dans les Etats membres de l'Institut suivants : Egypte, Ghana, Libéria, Mali, Ouganda, Sénégal et Zaïre et dans les Etats non membres suivants : Burundi, Côte d'Ivoire, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Togo, Zambie et Zimbabwe; à la suite de cette mission, 300 000 dollars d'arriérés de contributions ont été recueillis et le Libéria a accepté de revenir sur sa décision de suspendre sa participation à l'Institut.

En sa qualité de coordonnateur du Groupe des institutions chargées du développement et des services industriels, l'Institut a participé à une mission d'information préliminaire chargée d'étudier la production de moteurs électriques en Zambie et au Zaïre. Un descriptif de projet connexe a été préparé par l'Institut. Un questionnaire élaboré par l'Institut devait être rempli par les Etats membres et permettre à celui-ci d'évaluer les capacités de formation de ces Etats en vue de la création d'un réseau d'institutions africaines dans le domaine de la formation et de la recherche techniques.

L'Institut a entretenu d'étroites relations de travail avec l'UNESCO, l'OMS, l'UNEP et la FAO.

Organisation régionale africaine de la propriété industrielle (ARIPO)

Durant la période considérée, le Protocole de Harare en vertu duquel l'Organisation est habilitée à octroyer des brevets et à enregistrer des études industrielles au nom des Etats qui y adhèrent n'a pas reçu le soutien requis. Seul huit pays y ont adhéré et 17 demandes de brevets seulement ont été présentées depuis l'entrée en vigueur du Protocole en avril 1984.

Des progrès ont été réalisés pour l'acquisition d'un siège permanent. La Communauté économique européenne a accepté que la somme de 55 000 ECU affectée à la construction du siège de l'Organisation soit avantageusement utilisée à l'achat d'une maison qui sera transformée en siège.

Le non-paiement de certains arriérés de contributions a empêché l'Organisation de recruter le personnel nécessaire ou de réaliser ses activités prévues.

En juillet 1985, l'ARIPO, le CRAT, l'OAPI et l'OMPI ont conclu un accord quadripartite en vertu duquel ces quatre institutions allaient coopérer en vue de promouvoir et de renforcer la propriété industrielle et le transfert de technologie en Afrique. A sa neuvième session annuelle, le Conseil d'administration a débaptisé l'organisation de la propriété industrielle pour l'Afrique anglophone qui est devenue l'Organisation régionale africaine de la propriété industrielle.

D. INSTITUTIONS CHARGEES DE LA PLANIFICATION ET DE LA GESTION DU DEVELOPPEMENT
SOCIAL ET ECONOMIQUE

Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)

Les principales activités de l'IDEP dans le domaine de la formation consistaient en un cycle biennal de cours de formation autonomes mais étroitement liés. Le cours fondamental de neuf mois en matière de planification et de politiques économiques a accueilli 51 stagiaires de 13 pays africains. Trois séminaires sectoriels axés sur les secteurs suivants : industrie, énergie et ressources humaines ont été organisés. Le premier séminaire a été organisé pendant le premier trimestre tandis que les deux autres ont été tenus durant le second trimestre. Ont participé à ces séminaires 57 stagiaires. Le programme de recherche semestriel dont les participants devaient rédiger un mémoire de recherche dans un domaine de spécialisation sanctionné par un diplôme de M. A. a accueilli 15 stagiaires qui ont tous obtenu leur diplôme. Les pays d'origine des stagiaires, les cours et programmes figurent au tableau ci-après :

Tableau

Pays	Programme fondamental de neuf mois	Programme de spécialisation trimestriels			Programme de recherche total	Total
		Industria- lisation	Energie	Ressources humaines		
1. Bénin	2	1	-	2	1	6
2. Burkina Faso	3	1	-	2	1	7
3. Burundi	2	1	2	1	-	6
4. Comores	2	-	-	-	-	2
5. Djibouti	-	-	-	1	-	1
6. Guinée	7	1	2	2	1	13
7. Guinée-Bissau	-	-	-	2	-	2
8. Côte d'Ivoire	-	-	-	1	-	1
9. Kenya	-	-	-	1	-	1
10. Lesotho	-	1	-	2	-	3
11. Libéria	-	2	-	2	2	6
12. Malawi	2	-	-	-	-	2
13. Mali	-	1	1	2	1	4
14. Maroc	-	1	-	-	-	3
15. Niger	10	-	-	1	2	11
16. Nigéria	1	-	-	-	-	4
17. Rwanda	3	-	-	-	-	3
18. Sénégal	10	4	4	-	3	21
19. République-Unie de Tanzanie	-	2	-	-	1	3
20. Tchad	4	2	5	-	2	13
21. Togo	-	1	1	-	1	3
22. Ouganda	2	-	-	-	-	2
23. Zambie	-	-	-	1	-	1
24. Zaïre	3	1	-	1	1	6
TOTAL	53	19	16	22	17	127

Dans les domaines de la recherche et des services consultatifs et, outre les activités de recherche en cours dans les questions du commerce et du développement, une étude sur la création d'un fonds monétaire africain a été réalisée. Durant la période considérée, deux séminaires ont été tenus, le premier sur la suppression de l'analphabétisme en Afrique, en collaboration avec l'UNESCO et le second sur la planification énergétique en Afrique, en collaboration avec la Banque mondiale.

Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (CAFRADES)

Les principaux objectifs du CAFRADES visent à assurer et à promouvoir la recherche et la formation dans le domaine du développement social. Le Centre a également pour mission importante de créer, de développer et de promouvoir le système africain d'information sociale.

En ce qui concerne la recherche en matière de développement social, la priorité a été donnée à l'étude des incidences sociales de la sécheresse à court, moyen et long terme; une étude comparative des systèmes de sécurité sociale en Afrique a été réalisée. Des activités de recherche conceptuelle et théorique en vue du développement social et d'évaluation des stratégies de développement social en Afrique ont été menées et le répertoire des institutions de recherche et de formation en matière de développement a été révisé. Un réseau de recherche couvrant toutes les sous-régions africaines a été mis sur pied.

Dans le domaine de la formation, le CAFRADES a, conformément à son programme biennal, organisé des activités de formation aux niveaux national, sous-régional et régional.

Trois stages nationaux, un séminaire sous-régional et un atelier régional ont été organisés en 1985. Des séminaires nationaux sur le développement social, la planification sociale et l'administration sociale ont été tenues au Burundi, au Congo et au Tchad avec la participation de 40, 80 et 40 planificateurs, responsables et exécutants respectivement.

Un programme de formation sous-régional a également été organisé à Brazzaville (Congo) avec la participation de hauts fonctionnaires des pays d'Afrique du Centre suivants : Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Tchad et Zaïre.

Au cours de 1985, on a assisté à un accroissement considérable de la participation aux programmes de formation tant en ce qui concerne le nombre de pays que celui des stagiaires. Un séminaire régional sur "la jeunesse face à la crise de l'emploi en Afrique" s'est tenu au siège du CAFRADES à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) du 17 au 22 novembre 1985. Ont participé à ce séminaire 16 pays africains

quatre organisations internationales et deux organisations régionales ^{1/}. Les conclusions du séminaire seront publiées en temps utile.

Au cours de la période considérée ont été publiés des travaux de recherche sur la planification et l'administration sociales en Afrique; sur les systèmes de sécurité sociale en Afrique; et sur la planification et l'administration des programmes de développement social en milieu rural et sur les incidences sociales de l'industrialisation en Afrique.

Comme pour la plupart des autres institutions, le fonctionnement du CAFRADES a été entravé par l'absence d'appui financier de la majeure partie de ses Etats membres.

Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI)

Dans l'accomplissement de son objectif principal qui est d'améliorer les résultats et la gestion des institutions et des entreprises publiques et privées de ses Etats membres, l'ESAMI a élargi son programme de formation en matière de gestion en 1984-1985. En 1984, l'Institut a organisé 57 stages regroupant 1294 participants. En 1985, le nombre de participants est passé à 1538 participants et celui des stages à 72, stages organisés au siège de l'Institut à Njiro Hill, à Arusha et au niveau des pays de sa sphère. Les participants étaient originaires d'Angola, du Botswana, d'Ethiopie, du Kenya, du Lesotho, de Madagascar, du Malawi, de Maurice, du Mozambique, d'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, des Seychelles, de Somalie, du Swaziland, de Zambie et du Zimbabwe. Il y a eu un accroissement sensible de la participation des pays d'Afrique australe dans les activités de l'ESAMI durant la période considérée. Un programme de formation de l'ESAMI a été élaboré à l'intention des pays de la SADCC à l'occasion d'une réunion des secrétaires permanents/principaux chargés de la formation de la main-d'oeuvre et des directeurs des institutions nationales de formation en matière de gestion tenue à Harare en décembre 1984 et août 1985.

Le budget de l'Institut était de 3,2 millions de dollars en 1984 et de 4,57 millions en 1985. Les subventions ont représenté environ 10 p. 100 du total en 1984 et 7 p. 100 en 1985.

^{1/} a) Algérie, Bénin, Burundi, Cameroun, Congo, Ghana, Guinée-Bissau, Jamahiriya arabe libyenne, Mali, Maurice, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Soudan et Zimbabwe.

b) OIT, UNESCO, PNUD et UNU

c) CEA et OUA.

Les relations et contacts avec des organisations et des institutions donatrices internationales, régionales et sous-régionales telles que la Banque mondiale, le PNUD, la CEA, le Commonwealth Fund for Technical Co-operation, le secrétariat du Commonwealth, l'Agence canadienne de développement international, l'Agency for International development des Etats-Unis, le Département de l'agriculture des Etats-Unis, le CRDI, la BAD, la ZEP et la SADCC se sont multipliés pendant la période considérée en raison essentiellement du renforcement des capacités de l'ESAMI en matière de formation dans la région à la présence de fonctionnaires internationaux dont le nombre s'élève à 40. En juin 1984, une mission internationale d'évaluation des activités de l'ESAMI dirigée par la Banque mondiale a conclu notamment que "l'ESAMI est une institution extrêmement utile et qui mérite pleinement l'appui de la communauté internationale". La mission a également conclu que la formation assurée par l'Institut "est probablement la meilleure dans la région" et recommandé qu'il devrait continuer à "se concentrer sur des cours adaptés au contexte régional". La création de l'Association of Management Training Institutions of Eastern and Southern Africa (Association des institutions de formation en matière de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe) à Addis-Abeba en décembre 1985 a marqué le début d'une nouvelle ère de collaboration entre l'ESAMI et les institutions nationales.

Regional Institute for Population Studies (RIPS)

Les principales activités du RIPS durant la période biennale considérée ont continué de porter sur l'organisation des cours en vue de la préparation du Graduate Diploma et du Master of Arts d'études démographiques. En 1984, 24 étudiants de 9 pays (Ethiopie, Ghana, Kenya, Libéria, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Somalie, Sierra Leone et Soudan) ont préparé le Graduate Diploma et, en 1985, 27 étudiants de 8 pays (Ethiopie, Ghana, Malawi, Maurice, Sierra Leone, Somalie et Soudan) ont préparé le même diplôme. Pour le Master of Arts, le nombre d'étudiants était de 6 et 7 respectivement.

Une réunion du Comité consultatif des études et de la recherche s'est tenue en 1984 et des réunions du Conseil d'administration en 1984 et 1985. L'Université du Ghana a reconnu les nouveaux programmes du Master of Arts et du Master of Philosophy qui remplacent les anciens programmes du Graduate Diploma et du Master of Arts respectivement et les 44 étudiants inscrits depuis octobre 1985 préparent ces nouveaux titres. Les étudiants sont originaires du Botswana, de l'Ethiopie, de la Gambie, du Ghana, du Kenya, du Lesotho, du Libéria, du Malawi, du Nigéria, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, de la Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan et de la Zambie.

En 1984, le RIPS a organisé un séminaire sur l'évaluation et l'analyse des données démographiques à Harare (Zimbabwe) et, en juillet 1985, il a organisé conjointement avec la CEA, un séminaire sur les estimations et les projections démographiques à Accra (Ghana) et un autre sur la migration interne et le développement également à Accra en août 1985. L'Unité chargée du Système d'information et de documentation en matière de population pour l'Afrique (PIDSA) du RIPS a

publié le deuxième numéro du quatrième volume du Précis du PIDSA. Tout en continuant de travailler à la parution du premier numéro du cinquième volume, le RIPS a achevé la préparation du quatrième numéro du bulletin du PIDSA. Le PIDSA représente un maillon important du Réseau d'information en matière de population pour l'Afrique de la CEA (POPIN-Afrique). Au cours de la période considérée, le PIDSA a pu fournir à ses clients un total de 3 785 pages de photocopies et 198 copies des documents indiqués dans son Précis. Le Gouvernement ghanéen a continué d'apporter son appui financier à l'Institut alors que les autres gouvernements africains n'ont versé aucune contribution. La réduction de presque 20 p. 100 de la subvention du FNUPA a été une source de préoccupation.

Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD)

L'activité principale de l'IFORD durant la période considérée a été l'organisation du cours biennal préparant au diplôme de démographie. Durant l'année académique 1983-1984, 20 étudiants de 13 pays (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Sénégal, Tchad, Zaïre et Haïti) ont été admis en 1ère année et 23 étudiants originaires de 15 pays (Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Sénégal, Togo, Tchad et Zaïre) ont été admis en 2ème année. Pendant l'année académique 1984-1985, 18 étudiants originaires de 13 pays (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Sénégal, Togo et Haïti) ont été admis en 2ème année.

En 1984, la CEA a organisé une mission qui a évalué les programmes d'enseignement de l'IFORD et fait des recommandations. Ces recommandations ont été examinées et adoptées dans l'ensemble par le Comité consultatif des études et de la recherche réuni en 1984.

L'IFORD a organisé des cours d'introduction de niveau intermédiaire en statistique et démographie aux Comores en 1984 et à Djibouti en 1985. L'Institut a également poursuivi l'analyse des données relatives aux enquêtes sur la mortalité infantile effectuées dans cinq membres (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo et Togo). Durant cette période, l'IFORD a également participé au projet POPIN-Afrique dont la coordination était assurée par la Division de la population de la CEA, en collaboration avec le PADIS.

En ce qui concerne les publications, les Annales de l'IFORD (numéros 7 et 8), le Bulletin de liaison de démographie africaine, les conclusions du séminaire national sur les politiques de population au Mali tenu en 1983, la série de notes et documents (numéros 2,3,4 et 5) ont été publiés.

Au cours de cette période biennale, l'IFORD a connu de graves difficultés financières dues à la réduction de la subvention du FNUAP, à l'insuffisance et à l'irrégularité des contributions des Etats membres. En 1984, seuls cinq pays (Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon et Zaïre) sur les 25 membres de l'Institut avaient payé leurs contributions annuelles; en 1985, six pays (Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, République centrafricaine, Sénégal et Togo) ont payé leurs contributions.

E. GROUPE DES INSTITUTIONS CHARGÉES DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (PMAWCA)

Durant la période considérée, les nouveaux règlements internationaux de balisage destinés à moderniser et à uniformiser toutes les aides à la navigation de la sous-région ont été étendus aux autres ports auxquels ils ne s'appliquaient pas encore.

En décembre 1984, l'Association a, en collaboration avec l'Organisation maritime internationale (OMI), organisé un séminaire d'une semaine à Dakar (Sénégal) afin d'informer les participants des ports membres de l'Association des avantages de la FAL Convention et de favoriser la constitution de comités nationaux.

L'Association a lancé un projet de formation en faveur des équipes d'entretien de l'équipement portuaire. Le projet comporte cinq phases et, une fois achevé, il devait permettre la mise en place de deux centres, l'un anglophone et l'autre francophone. La première phase qui prévoyait un inventaire des besoins de ce secteur a été menée à bien dans le port de Cotonou (Bénin) en octobre 1985 par une compagnie néerlandaise d'ingénieurs-conseils (ASEC). On s'attend à ce que les quatre phases restantes démarrent en temps utile.

A la demande de l'Association, l'OMI a fourni un expert qui a visité le port de Freetown (Sierra Leone) en novembre 1985. L'expert était chargé d'évaluer les besoins globaux de formation et de faire des recommandations en vue de renforcer les potentialités en main-d'oeuvre de ce port. On attend la présentation du rapport de l'expert.

Sous les auspices de l'Association et avec la collaboration de l'Ecole nationale des ponts et chaussées de Paris, les administrations des ports d'Abidjan et de San Pedro ont organisé le troisième colloque des affréteurs, des compagnies maritimes, des constructeurs de navires, des ingénieurs, des fabricants en vue d'examiner les questions liées à l'administration portuaire.

L'Association a continué d'assurer la publication de son "Bulletin" et de son "Guide portuaire" qui sont tous deux largement lus.

Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (PMAESA)

Dans le cadre de la coordination des activités entre les ports des pays membres, l'Association a réalisé un guide des principaux ports membres qui sera bientôt publié. L'Association a également poursuivi la mise en oeuvre d'un projet conjoint CEA/CNUCED sur l'harmonisation des statistiques portuaires et des indicateurs de performance. Une étude financée par le Gouvernement hollandais et relative aux besoins de dragage

des membres de l'Association et à la faisabilité de la construction d'un bassin de dragage a été achevée en février 1986. Un séminaire organisé conjointement par l'OMI, l'Organisme suédois de développement international et le PMAESA portant sur la prévention et la lutte contre la marée noire s'est tenu à Maurice.

Dans le domaine de la formation, l'Association a, en collaboration avec la CEA, déterminé les besoins de formation en matière d'administration portuaire des pays membres. On espère que des mesures seront prises dans les années à venir pour pourvoir à ces besoins.

Durant la période considérée, la PMAESA a entretenu d'étroites relations de travail avec la Commission permanente intergouvernementale sur les transports maritimes (ISCOS) qui regroupe le Kenya, la République-Unie de Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie. Une étude visant à renforcer les relations entre la PMAESA et l'ISCOS et à harmoniser leurs activités a été réalisée et sera présentée aux organes directeurs des deux institutions pour examen.

A l'instar de la plupart des institutions parrainées par la CEA, la PMAESA a connu des difficultés financières dues au non-paiement ou au paiement tardif des contributions par ses membres. Les problèmes de la PMAESA sont aggravés par le fait qu'aucun de ses membres n'est encore disposé à l'accueillir. C'est la CEA qui assure son secrétariat temporaire et fournit les services techniques;

Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC)

L'Association a connu ses plus graves difficultés au cours de la période considérée. En septembre 1985, l'Association devait la somme de 144 282 dollars au titre des traitements de son personnel pour les cinq mois précédents. Cet état de fait qui a conduit à l'Association au bord de l'effondrement était entièrement dû au non-paiement des contributions.

En dépit de cette situation, l'Association a pu mener à bien certaines activités dignes d'intérêt. Au nombre de celles-ci figuraient la publication de son bulletin intitulé "Flash", quatre fois par an au lieu de six fois comme auparavant, du calendrier des manifestations commerciales en Afrique, du répertoire des principaux exportateurs et importateurs de produits alimentaires en Afrique et des perspectives commerciales sur le Kenya, l'Egypte, le Cameroun et le Togo, qui constituent des monographies économiques des pays concernés.

Au centre des activités de l'Association figurait le projet de développement commercial intra-africain AOAPC/CEE qui devait se traduire par une rencontre entre acheteurs et vendeurs africains potentiels. Les études suivantes sur l'offre et la demande visant à déterminer les possibilités d'échanges commerciaux intra-africains ont été réalisées en 1984 : demande potentielle de fruits et légumes, de cuirs et peaux, de viande et produits carnés, de bois et produits du bois. Des études sur les

huiles végétales ont été menées au Cameroun, en Ethiopie, au Gabon, au Ghana, au Kenya, au Mali, au Maroc, au Soudan, en Tunisie et au Zaïre. Des études complémentaires sur les possibilités d'importer les mêmes produits ont été faites en Algérie, en Egypte, au Kenya, au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Tunisie.

A la suite de ces études, deux missions commerciales ont été organisées. La première, relative aux cuirs et peaux et composée de deux exportateurs soudanais de cuirs et peaux s'est rendue en Egypte. Un accord a été conclu pour l'importation en Egypte de cuirs et peaux du Soudan pour une valeur de 2 millions de dollars. Parallèlement, les exportateurs soudanais s'engageaient à importer d'Egypte des produits chimiques pour le semi-traitement du cuir, des pièces détachées destinées au matériel de traitement du cuir au Soudan pour une valeur de 500 000 dollars.

L'autre mission relative au bois et produits du bois et composée de deux exportateurs, d'un représentant du Centre de promotion des exportations du Cameroun et d'un exportateur du Ghana s'est rendue en Egypte et en Tunisie. Des possibilités pour l'Egypte et la Tunisie d'importer du bois et des produits du bois du Cameroun et du Ghana ont été identifiées et évaluées à 4 millions de dollars. Des mesures de suivi sont prévues en 1986.

Des dispositions sont actuellement prises en vue d'organiser des tables rondes consacrées à tous les produits concernés à Nairobi, en novembre 1986.

L'Association a participé à la préparation de la quatrième Foire commerciale panafricaine et à la Foire commerciale de Lomé (Togo). Elle a également participé à plusieurs réunions dont la dix-septième session du Groupe consultatif mixte du Centre (CNUCED/GATT) du commerce international et la Conférence de la CNUCED sur le Système global de préférences commerciales en octobre 1984.

Durant la période considérée, l'Association a entretenu une étroite collaboration avec nombre d'institutions telles que la CNUCED, la CEA et la Fédération africaine des chambres de commerce (FACC). Il convient de noter que l'une des recommandations contenues dans le rapport final du Comité spécial créé par la Conférence des ministres de la CEA pour évaluer les institutions parrainées par la CEA et l'OUA, en vue de formuler des propositions relatives à la coordination de leurs activités, prévoyait que la FACC devrait mettre en place un mécanisme chargé de confier en sous-traitance les activités commerciales à l'AOAPC.

Fédération africaine des chambres de commerce (FACC)

La Fédération qui a été créée vers la fin de 1984 a pour objectif de promouvoir et de favoriser les échanges entre ses membres grâce notamment à la diffusion d'informations commerciales, à l'organisation de foires commerciales, à l'établissement de plans d'investissements et au règlement des litiges commerciaux. Bien que le Caire ait été choisi pour abriter son siège et que des réunions préliminaires relatives à son organisation, ses futurs programme de travail et son budget se soient tenues

aucune activité concrète n'a été menée durant la période considérée. La CEA continue d'assurer le secrétariat provisoire de la Fédération dont l'objectif principal est de promouvoir la coopération intra-africaine en matière d'échanges et d'investissements.

Pour l'avenir cependant le secrétariat provisoire de la Fédération a préparé à l'intention de celle-ci, un projet de plan à moyen terme 1986-1991 devant obtenir l'approbation de son organe directeur qui se réunira en 1986.

Organisation interafricaine du café (OIAAC)

A la suite de l'adhésion de la Zambie, cette organisation vieille de 25 ans, compte à présent 25 membres. Les contributions des Etats membres qui sont fixées chaque année sont heureusement payées de façon régulière et satisfaisante.

Durant la période considérée, l'Organisation a tenu un séminaire sur la recherche, le développement et la production du café à Lomé (Togo). En application des conclusions de ce séminaire, l'OIAAC a entrepris la réalisation d'une étude préliminaire sur la création d'un centre régional de formation à l'intention des spécialistes de la vulgarisation du café.

En septembre 1985 se sont tenues des négociations sur les contingents qui furent très délicates en raison du fait qu'elles ont eu lieu à un moment où les prix du marché étaient à la baisse. Bien que le Conseil international du café (CIC) ait accepté la continuation de l'Accord international sur le café qui avait fait l'objet de critiques, les Etats-Unis ont averti qu'ils pourraient se retirer de l'Accord si des améliorations n'étaient pas apportées à son fonctionnement.

L'OIAAC a continué de produire ses deux publications bilingues, en anglais et en français : l'African Coffee et le Répertoire des exportateurs de café africain.

Les comités techniques de l'Assemblée de l'OIAAC ont réalisé des études approfondies des diverses questions examinées lors des réunions du CIC qui affectent la communauté du café africain en général et essayé de trouver des solutions aux problèmes qui menacent l'avenir du marché et de l'Accord. L'OIAAC a également adopté la Déclaration d'Abidjan dans laquelle il est demandé à tous les membres de l'OIAAC de surmonter leurs divergences afin de dissuader le plus gros consommateur de café, à savoir les Etats-Unis, de se retirer de l'Accord.

Autorité de la route transafricaine (ARTA)

Durant la période biennale 1984-1985, on peut citer les réalisations suivantes :

- a) En ce qui concerne l'axe principal Lagos-Mombasa, 46 p. 100 ont été revêtus de bitume, 30,8 p. 100 de gravillons et 23,1 p. 100 de terre;

b) En ce qui concerne les routes secondaires, 31,1 p. 100 ont été revêtus de bitume, 36,4 p. 100 de gravillons et 32,5 p. 100 de terre.

Les bureaux de consultants de Belgique ont commencé, en octobre 1985, à effectuer un inventaire de l'ensemble du réseau de la route transafricaine conformément à l'Accord de coopération technique entre la Belgique et l'ARTA entré en vigueur en 1982.

Dans sa résolution 550(XX), la Conférence des ministres de la CEA approuvait la recommandation du Comité spécial créé conformément à la résolution 477(XVII) en vertu de laquelle les secrétariats de l'ARTA et de la TEAHA devraient être dissous et leurs fonctions transférées au Bureau des routes transafricaines de la CEA afin d'éviter le double emploi et le gaspillage de ressources peu abondantes. Le secrétariat de l'ARTA a envoyé à ses membres des copies de cette recommandation du Comité spécial ainsi que celles de la résolution 550(XX).

Le Conseil d'administration de l'ARTA s'est réuni du 13 au 17 janvier 1986 et a décidé de se réunir à nouveau en session extraordinaire pour se pencher sur cette question. En attendant, la CEA devait préparer une étude comparative sur les avantages financiers qui découleraient du transfert des fonctions des deux autorités au Bureau des routes transafricaines.

Autorité de la route trans-Afrique de l'Est (TEAHA)

Au cours de la période biennale considérée, la TEAHA a réalisé de façon satisfaisante une étude de préféabilité de la route le Caire-Gabonnes financée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et exécutée par Delcanda International de Toronto; l'étude a été lancée sous la supervision de la CEA au début de 1985.

Les présidents des groupes de travail de la Commission inter-Etats de facilitation de la route trans-Afrique de l'Est le Caire-Gabonnes se sont réunis au siège de la CEA en septembre 1984 et ont adopté un plan d'action et le programme d'activités détaillé des trois groupes de travail (questions douanières, Président : Soudan; immigration, Président : Kenya, réglementation de la circulation, Président Ethiopie).

Le Conseil d'administration de la TEAHA s'est réuni à Harare (Zimbabwe) en mai 1985 et a examiné le rapport préliminaire de l'étude de préféabilité de la REAHA et a fixé des dates pour l'achèvement de ladite étude et du travail de la Commission de facilitation.

Le Gouvernement zimbabwéen a versé sa première contribution au budget de fonctionnement de la TEAHA.